

tranchées seraient envoyées sur la ligne de feu, dès que le Gouvernement serait installé au pouvoir. Afin de créer cette conviction dans les esprits, on a prodigué les promesses au nom des candidats unionistes et, je le répète, à ceux qui ont ajouté foi à ces promesses et appuyé le Gouvernement, je n'ai aucun reproche à adresser. Mais le nombre de ces derniers est quantité négligeable, comparativement à la totalité de ceux qui ont prêté leur appui au Gouvernement pour des raisons tout à fait opposées.

Je vais indiquer ici sommairement ces raisons. On disait que le Gouvernement de l'Union nationale isolerait Québec et empêcherait les Français et les catholiques d'exercer leur domination sur l'Ontario et le reste du pays; que le pape et les catholiques en général n'étaient pas favorables aux Alliés dans la guerre actuelle. Enfin, que c'était une question de protestantisme contre catholicisme et que tous ceux qui ne se ralliaient pas au Gouvernement, à titre de représentant du protestantisme, étaient des réfractaires, des traîtres et des germanophiles.

Et cette campagne aboutissant à une attaque ouverte contre la province de Québec et la population franco-canadienne ainsi que contre le pape et les catholiques, avec lesquels on accouplait constamment les noms de sir Wilfrid Laurier et du parti libéral, cette campagne, dis-je, s'est ramifiée d'un bout à l'autre du pays; son organisation était parfaite et les organisateurs ont prouvé qu'ils savaient.

Il est évident que dans le cadre d'un discours, je ne puis énumérer toutes les ramifications de la campagne et je dois me contenter de mentionner quelques-unes des nombreuses prises parmi les plus saillantes.

Ceux qui faisaient partie du dernier parlement savent à quel point le parti libéral a vu ses rangs éclaircis à la suite d'appels sur les questions de race et de religion, et je n'ai pas besoin de m'arrêter à cet aspect de la conspiration menée contre le parti libéral et son chef. Alors que se tramait ce complot dans cette Chambre, on vit paraître à la tribune des journalistes un nouveau courriériste parlementaire, un étranger selon les apparences. Lorsque je prie des renseignements, on m'apprit que l'étranger était le représentant du "Christian Science Monitor", de Boston. Après avoir fait part de l'étonnement que j'éprouvais de voir qu'un journal religieux comme le "Christian Science Monitor" s'impose la

peine et les frais de déléguer un représentant à Ottawa pour rapporter les débats parlementaires, on m'apprit en outre que le but visé était d'entreprendre une campagne anticatholique qui se grefferait sur les préparatifs du Gouvernement en vue de l'élection générale sur le point d'avoir lieu. Je ne tardai pas à voir la preuve de cette déclaration dans la publication, par le "Christian Science Monitor", d'articles contre les catholiques, contre les Français, contre Laurier, articles que reproduisaient plus tard le "Citizen" d'Ottawa, les quotidiens de Toronto et d'autres journaux, tous frappés en même temps d'une grave attaque d'une maladie que, faute d'un terme spécifique, et avec tout le respect dû à la nomenclature médicale, j'appellerai "phobie du pape" ("Papalphobia"). A la suite de cette explosion, certains messieurs en relations intimes avec le "Christian Science Monitor" sont venus à Ottawa, et après un conseil de guerre tenu avec les amis de la capitale, ont été présentés, à ce que j'apprends, au premier ministre. Ce qui s'est passé lors de l'entrevue importe peu, mais ce qui est survenu dans la suite est assurément d'une importance toute spéciale au point de vue public. Aux premiers jours d'octobre 1917, un écrit venant du cabinet du premier ministre était adressé à ses collègues et leur recommandait de s'abonner au "Christian Science Monitor" pour leurs ministères respectifs. La raison invoquée pour pratiquer cette économie de guerre nouveau genre... (Exclamations) était "que le "Christian Science Monitor" publiait fréquemment des articles très utiles et intéressants sur les affaires du Canada", et que l'on "y était abonné au conseil privé". Les seuls articles que le "Monitor" publiait à cette époque sur le Canada étaient des tirades anticatholiques, et pour me servir des paroles du mémoire émanant de son bureau, le premier ministre disait que "ces articles étaient très utiles et intéressants". Par conséquent, il n'y a pas lieu de douter de l'attitude du premier ministre dans cette affaire.

J'ai entendu parler de gens qui avaient été subornés avec leur propre argent, mais c'est la première et la seule fois que j'aie entendu parler de gens qui fournissent des fonds pour qu'on les attaque eux-mêmes, comme les catholiques du Canada ont assurément fait lorsque le premier ministre a fait porter le "Christian Science Monitor" sur la liste des abonnements des divers ministères, abonnements qui doivent être payés à même les deniers publics, deniers auxquels contribuent les catholiques sur le